

François-Xavier Bellamy – Jules Nyssen

Relancer le nucléaire ou favoriser le développement des énergies renouvelables ?

Jules Nyssen est le président du Syndicat des énergies renouvelables (SER). François-Xavier Bellamy est eurodéputé, chef de file des Républicains au Parlement européen. Jusqu'à présent, les deux hommes s'étaient affrontés par tribunes interposées sur l'avenir de la politique énergétique de la France. L'Opinion les a réunis dans ses locaux.

Pourquoi la droite veut-elle arrêter de subventionner les énergies renouvelables ?

François-Xavier Bellamy : La politique énergétique en Europe, et en France sous François Hollande et Emmanuel Macron, a consisté à augmenter la part des énergies renouvelables (EnR) dans le mix énergétique. En France, cette focalisation sur les EnR a conduit à fragiliser l'atout déterminant qu'est notre filière nucléaire. Il faut retrouver une considération stratégique.

Il existe deux grands modèles en Europe qui ont chacun leur cohérence. Soit on considère que le nucléaire est excessivement dangereux et qu'il faut en sortir, et on compte sur des énergies renouvelables couplées à des énergies fossiles (gaz et charbon). C'est le modèle allemand. Soit on assume le choix du nucléaire en assurant la maîtrise du risque. Pour nous, ce risque est moins grand que celui de la catastrophe climatique. On a construit en France un modèle d'une cohérence exceptionnelle : du nucléaire associé à du renouvelable pilotable, l'hydroélectricité. Ajouter de manière volontariste des EnR à ce mix n'a pas d'intérêt stratégique pour le pays. Je ne crois pas au « en même temps » : 50% de nucléaire et 50% d'EnR n'a aucun sens d'un point de vue industriel. On ne pourra pas imposer au nucléaire de suivre la modularité des renouvelables.

Il ne s'agit pas d'interdire les EnR : une usine peut tout à fait installer des panneaux solaires pour sa propre consommation. Mais

François-Xavier Bellamy : « *A chaque fois que vous voyez un parc éolien, dites-vous qu'il y a une centrale à gaz pas loin* »

à l'échelle nationale, le coût pour faire entrer sur le réseau des énergies intermittentes est très élevé, alors que ce n'est pas cohérent avec notre mix. On impose aujourd'hui à des centrales nucléaires de s'arrêter pour que le réseau puisse absorber l'excès produit par les renouvelables intermittents... C'est absurde. Le rôle du politique est de choisir un modèle.

Je pose la question de manière brutale : quelle est la valeur ajoutée des EnR intermittentes pour la nation ?

Jules Nyssen : J'en vois trois. D'abord, ne pas mettre tous ses œufs dans le même panier. La Cour des comptes pointe le risque non négligeable, relevé par EDF lui-même, lié à la standardisation du parc nucléaire en cas de survenance d'un défaut qui pourrait être un défaut en série. Et accessoirement le manque de compétences pour le régler. Ensuite, tout a un coût. Le programme EPR2 envisage un prix garanti à 100 euros le mégawattheure pour EDF, assorti d'un prêt bonifié de l'Etat. Sur un programme de 40 à

THOMAS PADILLA/AP/SIPA PRESS

60 ans, on dépense un argent public considérable. Pourquoi ne pas mixer avec des sources d'énergie moins coûteuses, même si elles n'apportent pas le même service ? Enfin, les EnR permettent à la France d'exporter de l'électricité, ce qui contribue à en faire baisser le prix. Cela facilite la bascule vers l'électrification.

Ce que je trouve dommage, dans la position défendue par certains, c'est de se priver d'une source d'électricité décarbonée parfaitement compatible avec le nucléaire. Nous n'avons jamais demandé de fermer des réacteurs. Le fait de disposer d'un réseau dans lequel il reste à minima 50 % à 60 % de turbines alimentées par de l'énergie nucléaire ou hydroélectrique est même un avantage pour insérer le solaire et l'éolien.

Le « gâteau » de la demande d'électricité est-il trop petit ?

F-X.B : Les besoins en électricité vont augmenter, mais aujourd'hui la France est excédentaire. Quand le contribuable finance de nouveaux parcs éoliens, il subventionne la consommation de nos voisins, et paie pour vendre de l'électricité de plus en plus souvent à des prix négatifs...

Vous dites n'avoir jamais demandé à réduire le nucléaire, mais l'augmentation du poids des EnR oblige de fait à mettre des réacteurs à l'arrêt. Si on met en œuvre la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE3, dont la publication a été repoussée) en accroissant encore la part des renouvelables, on aura une situation aberrante dans laquelle deux actifs de production énergétique ont été financés, dont l'un est structurellement à l'arrêt : dès que les renouvelables produisent à plein, il faut effacer les capacités nucléaires, sous peine de risquer un effondrement du réseau. Il y a d'ailleurs une grande opacité sur la cause réelle du black-out espagnol au printemps, mais la raison probable est qu'il y avait trop d'électricité sur le réseau du fait d'une addition de soleil et de vent. Le problème aujourd'hui n'est pas de gérer la pénurie, mais l'excès.

J.N. : Vous l'avez dit, la vraie question est la taille du gâteau électrique anticipé, pour autant qu'on l'appelle ainsi. Pour nous, la croissance de la production d'électricité ne peut pas être le fait du seul nucléaire, compte tenu des délais de construction des réacteurs de nouvelle génération, et de la falaise de remplacement des plus anciens qui nous attend. Soit on veut réussir la décarbonation et les EnR sont incontournables, soit on y renonce et alors il y faudra voir comment maintenir, sur un gâteau trop petit, la rationalité économique des deux systèmes.

F-X.B : On ne va pas décarboner notre base industrielle avec du renouvelable intermittent...

Vous insistez sur ce caractère « intermittent »...

J.N : La production électrique des EnR est variable, mais pas aléatoire ; c'est prévisible, annoncé la veille pour le lendemain au gestionnaire des réseaux RTE. Bruxelles travaille à un grand plan d'électrification qui repose sur les usages de l'industrie contribuant à la flexibilité de la demande. Les bureaux et de nombreuses usines n'ont pas besoin d'une alimentation électrique en continu, il peut y avoir des offres à des moments où le prix est le moins cher. Il faut se dépêcher de faire la réforme des heures pleines et heures creuses. L'électricité est compliquée à stocker, la variabilité de la demande a toujours existé.

Par ailleurs, il existe aujourd'hui des mécanismes pour ne pas déstabiliser les réseaux, avec un arrêt des installations quand il y a un excès de production ou des prix négatifs. Tout cela vient naturellement équilibrer le système.

Il faudra encore quelques moyens thermiques pour assurer la pointe lors des pics de consommation, mais en volume, ce n'est pas considérable, et cela peut se faire à partir de gaz renouvelable, stocké. Tout ceci n'est ni facile ni gratuit à faire, mais c'est le prix à payer pour avoir un système énergétique qui se passe de fossile le plus vite possible.

F-X.B : Vous l'avez dit, la vraie énergie de complément des EnR intermittentes, c'est du thermique : le gaz et le charbon. A chaque fois que vous voyez un parc éolien, dites-vous qu'il y a une centrale à gaz pas loin.

J.N : Je n'ai pas dit cela, j'ai parlé de gaz renouvelable.

F-X.B : Oui, mais la méthanisation ne sera jamais suffisante pour assurer une énergie de complément au développement des EnR à grande échelle. Au Parlement européen, j'observe que les plus grands défenseurs des EnR intermittentes sont les gaziers. Pendant

Jules Nyssen :
« La croissance de la production d'électricité ne peut pas être le fait du seul nucléaire, compte tenu des délais de construction des réacteurs de nouvelle génération, et de la falaise de remplacement des plus anciens qui nous attend »

des années, ceux qui ont voulu organiser le démantèlement de la production nucléaire en Europe étaient les puissances étrangères qui voulaient nous rendre dépendants du gaz importé. Via Nordstream 2, la Russie de Poutine a donné des centaines de millions d'euros à des organisations écologistes, notamment en Allemagne, qui militaient pour la sortie du nucléaire. C'est fondamental que les citoyens comprennent cet enjeu. On nous dira que militer contre les EnR, c'est être anti-écologique, mais je crois le contraire : l'éolien et le solaire impliquent la consommation massive d'énergies fossiles importées, mais aussi des impacts destructeurs sur l'environnement en mer et à terre, et l'extraction de matériaux.

Retrouvez l'entretien dans son intégralité sur lopinion.fr



Les EnR seraient anti-écologiques ?

J.N : C'est climatosceptique de refuser de développer les énergies solaires et éoliennes, en niant les besoins d'électrification sans l'assumer, car cela revient à laisser de la place aux énergies fossiles qui représentent encore 60% de notre mix énergétique et dont l'extraction provoque des dégâts considérables sur l'environnement. Toutes les infrastructures ont un impact, et le nucléaire en a de sérieux, y compris avec ses déchets. La filière EnR est extrêmement transparente, avec notamment un observatoire de la biodiversité en mer - car elle se fait constamment attaquer. Il y a peu d'activités aussi surveillées.

Interview Jade Grandin de l'Eprevier et Muriel Motte
@JadeGrandin
@murielmotte

In folio

Jeunes profs et vieille France

La chronique de Bernard Quiriny



De Charles Coustille, on avait lu la thèse sur les écrivains qui se lancent dans une thèse (*Antithèses*, 2018) et l'étonnant relevé des rues et places baptisées du nom de Charles Péguy (*Parking Péguy*, 2019). Il publie cet automne un premier roman, un roman de prof, fatalement. Mais soyez rassuré, on n'y voit quasiment aucun élève, ce qui le rend tout de suite supportable : c'est à peine si l'on y parle, un peu, de l'administration scolaire, sur un ton satirique de bon aloi. Pour le reste, c'est avant tout un délicieux marivaudage entre amateurs de littérature, un pastiche de comédie rohmérienne à l'ère des sites de rencontre. L'incipit de *Bilan de compétences* est impeccable : « Après une longue période infructueuse sur Tinder, je matchai avec une certaine Emma B. » Flaubert et Tinder dans la même phrase, tout est dit ! Coup de chance, cette Emma B. est prof de collège, comme le narrateur, qui s'appelle Charles, évidemment. Elle n'est hélas pas facile à séduire. Au lieu de coucher ensemble, ils inventent un jeu : fabriquer des couples de personnages littéraires compatibles, comme dans l'émission de M6, « Mariés au premier regard ». Mme Bovary, par exemple, n'aurait-elle pas été mieux lotie avec le Dr Pascal des Rougon-Macquart ? Mi-comédie de mœurs, mi-traité des relations amoureuses chez les trentenaires des années 2020, ce premier roman est écrit sur le bon registre, avec la dose idéale de clins d'œil intellos et d'autodérision.

Panache. Ouvrons maintenant *La vie à contre-courant*, où Jean-René Van der Plaetsen a réuni des nouvelles écrites à ses débuts, au tournant des années 1990, et d'autres écrites depuis 2020. Les premières sentent leur époque, le style néo-hussard et l'influence de Morand : le monde, les femmes, la nuit parisienne. Ecrites trente ans plus tard, les secondes montrent un écrivain assez différent : Van der Plaetsen a changé de style et d'univers, en mieux. Ses nouvelles mettent en scène des figures de soldats et de clerics, dévoués à leur idéal, attachés à leurs idées aujourd'hui bien moquées, le service, le sacrifice, l'honneur, la patrie. Ils ont la rigidité des chênes, mais ils ne manquent ni d'humour, ni de panache. La meilleure nouvelle est peut-être la dernière, qui donne son titre au recueil. C'est l'histoire d'un militaire à la retraite, veuf, qui dans son antique demeure normande se désole de voir le monde partir à vau-l'eau. Mais il n'a pas dit son dernier mot ! Anachronique et têtù, il fait penser à un personnage de Raspail. Van der Plaetsen le montre en train d'allumer un feu, dans son énorme cheminée. « Quelques instants plus tard, des flammes léchaient le morceau de bois tendre et blanc et il reconnut l'odeur de cette essence si française. » La même odeur que les pages de ce livre, d'essence si française aussi.

Bilan de compétences, de Charles Coustille (Grasset, 182 p., 18,50 €) et *La vie à contre-courant*, de Jean-René Van der Plaetsen (Rocher, 196 p., 20 €).

